

## URSS-Chine : un commerce dynamique malgré des problèmes techniques

Daniel Pineye\*

Les relations commerciales entre l'URSS et la Chine ont suivi depuis la guerre le rythme des évolutions et des crises politiques : intenses dans les années cinquante, la chute est brutale après la rupture, et les échanges avec la Chine qui représentaient 19,5 % du commerce soviétique en 1959, passaient à 0,2 % en 1970. Malgré l'embellie des années soixante-dix, ce n'est qu'à partir de 1982 que les relations économiques sont vraiment relancées. Ce nouvel essor, qui s'accompagne de la signature d'accords de coopération industrielle en 1985, présente depuis 1987 une régularité certaine dans la progression des échanges, ainsi qu'un changement net dans leur composition : la part des produits primaires a régressé au profit des machines, biens d'équipement et moyens de transport. Autre nouveauté capitale, l'URSS et la Chine expérimentent la transition du commerce de compensation aux échanges réglés en devises convertibles.

La visite à Moscou, en mai 1991, du Secrétaire général du parti communiste chinois, Jiang Zemin, illustre l'amélioration des relations politiques entre la Chine et l'Union soviétique. Ces relations s'étaient pourtant considérablement dégradées sous l'effet de la démocratisation de l'Europe de l'Est que M. S. Gorbatchev avait dû accepter. Les dirigeants chinois l'avaient alors accusé de brader les acquis du socialisme. Depuis lors, la raison semble l'avoir emporté. Pékin se dit prêt à aider Moscou à surmonter la crise économique et politique que traverse l'Union soviétique. Il s'agirait de préserver la stabilité régionale qui pourrait être menacée si l'URSS devait implorer.

\* Daniel Pineye est chargé de mission au CEPII.

---

Au-delà, toutefois, des impératifs sécuritaires, se profilent des intérêts économiques que le discours politique ne peut dissimuler. L'URSS est, à présent, le cinquième partenaire commercial de la Chine. Elle pourrait même constituer un débouché vital pour ses textiles si l'hostilité du Congrès américain, qui n'a pas désarmé depuis les événements de Tien An Men en juin 1989, devait entraîner l'abrogation de la clause de la nation la plus favorisée. Ces textiles, au demeurant, l'URSS en a besoin pour satisfaire les appétits de consommation de sa population. Elle les réglerait, de surcroît, en devises convertibles puisqu'elle a répudié les comptes de compensation. Elle pourrait donc s'offrir comme une alternative crédible... n'étaient ses difficultés chroniques à assurer l'équilibre de ses comptes en devises.

Cette pénurie de devises, dont souffre également la Chine, est, avec l'insuffisance des réseaux transfrontaliers de communication, l'un des principaux obstacles techniques qui freinent le rythme du développement des échanges entre les deux pays. Il n'en demeure pas moins que ce rythme est rapide. Pour chacune des deux parties, le commerce sino-soviétique est, de nos jours, l'un des segments les plus dynamiques des relations économiques. Qui plus est, pour ce qui concerne les exportations soviétiques, il se modernise rapidement. De 1987 à maintenant, la part des produits primaires a baissé de 15 points au bénéfice des machines et équipements.

## Un segment à nouveau dynamique du commerce soviétique

Dans les années cinquante, après la conclusion d'un Traité d'amitié et de coopération entre Mao Ze-Dong et Staline, les relations commerciales soviéto-chinoises s'étaient développées sur un rythme rapide. En 1959, elles comptaient pour 19,5 % du commerce soviétique. Leur chute a été tout aussi rapide après la rupture politique symbolisée sur le plan économique, scientifique et technique par la dénonciation du côté soviétique de l'accord de coopération sur les techniques modernes d'armement et le rappel brutal de tous les coopérants. En 1970, point le plus bas des échanges entre les deux pays, la part de la Chine était ainsi retombée à, environ, 0,2 % du commerce soviétique (tableau 1).

Après qu'eût pris fin la révolution culturelle en Chine, le rapprochement sino-américain allait, cependant, générer un assouplissement des relations sino-soviétiques. Dès 1971, le commerce entre les deux pays se ressaisit. Mais, malgré son dynamisme, il croît moins vite que le total des échanges de l'Union soviétique et la part de la Chine dans le commerce de l'URSS régresse de 0,6 %, en moyenne, dans les années 1971-1975 à 0,3 % en 1980.

TABLEAU 1

Étapes et partenaires du commerce extérieur de l'URSS 1960-1990

En millions de roubles-devises courants

	1960		1970		1975		1980		1985		1987		1989		1990 (9 mois)	
	Exportations	Importations	Exportations	Importations												
<i>Monde</i>	5 007,3	5 065,6	11 520,1	10 558,5	24 033,7	26 670,6	49 634,5	44 462,8	72 663,7	69 429,0	68 141,8	60 740,8	68 741,4	72 137,0	45 274,8	53 152,9
<i>Asie</i>	1 093,8	1 222,4	1 509,2	1 099,3	2 687,7	3 042,6	5 355,8	5 038,7	8 331,4	8 054,8	8 159,8	6 388,1	9 378,2	9 535,3	8 916,1	7 709,0
Chine	753,4	763,3	20,4	19,5	92,1	107,6	169,6	147,0	780,4	834,5	754,3	750,6	1 328,5	1 082,5	834,5	1 149,2
Inde	42,4	61,6	122,3	242,6	292,1	393,5	861,2	878,6	1 574,9	1 509,5	1 105,4	1 073,1	1 147,0	1 770,6	840,0	1 500,2
Japon	68,5	53,4	341,3	310,9	668,9	1 253,5	950,2	1 772,6	928,9	2 287,1	972,5	1 628,2	1 343,0	2 138,0	1 006,2	1 455,4
<i>Europe</i>	3 633,7	3 403,3	8 120,5	8 125,8	17 942,6	18 278,6	37 708,7	31 559,0	54 033,2	49 499,4	49 138,8	46 842,2	48 101,5	52 574,6	31 305,1	37 760,4
CAEM	2 766,9	2 515,5	6 082,6	5 970,4	11 866,4	11 311,8	20 919,4	19 095,3	34 020,0	33 074,4	34 370,3	34 309,1	31 728,0	35 804,1	19 143,5	25 237,8
Autres	866,8	887,8	2 037,9	2 155,4	6 076,2	6 966,8	16 789,3	12 463,7	20 013,2	16 425,0	14 768,5	12 533,1	16 373,5	16 770,5	12 361,6	12 492,6
<i>Amériques</i>	122,8	188,6	652,6	748,9	1 742,9	4 068,2	2 569,1	5 786,7	4 628,8	9 254,5	4 212,0	5 985,7	4 759,3	8 229,8	3 633,4	6 609,2
Cuba	67,2	93,4	580,0	465,0	1 141,3	1 447,7	2 288,4	1 971,6	3 877,4	4 140,1	3 731,3	3 827,3	3 833,5	3 867,0	3 011,0	3 451,5
États-Unis	22,2	53,9	57,8	103,1	137,4	1 462,1	151,0	1 351,5	306,1	2 377,0	279,0	919,4	527,7	2 885,2	350,5	1 954,6

Source : *Annuaire statistiques du commerce extérieur soviétique.*

---

Les initiatives soviétiques de 1979 en Asie — soutien à l'intervention vietnamienne au Cambodge, déploiement de forces militaires impressionnantes en Extrême-Orient et invasion de l'Afghanistan — vont, de surcroît, provoquer un bref effondrement du commerce. En 1981 — la logique quinquennale des économies planifiées avait préservé les flux de 1980 —, les échanges chutent de moitié. L'URSS était isolée. La Chine, comme l'Occident, se sentait agressée. Pour sortir de l'impasse où ses actions l'avaient mené, L. I. Brezhnev allait dès lors devoir accepter des concessions. En gage de conciliation, au début de 1982, il reconnaît solennellement la souveraineté de la Chine populaire sur Taïwan et propose des discussions pour normaliser les relations. Au mois d'avril suivant, un échange de notes entre les deux gouvernements exprime la volonté commune de relancer le commerce bilatéral qui s'était effondré. En octobre de la même année, les négociations vont démarrer et la coopération, recommencer. Dès 1983, le commerce et les échanges d'étudiants reprenaient. Parallèlement, les contacts se multipliaient dans tous les domaines de la vie économique, scientifique et technique. En juillet 1985, en visite officielle à Moscou, Yao Yilin, vice-premier ministre, qui a joué un rôle important dans le rapprochement, paraphait cinq accords par lesquels l'URSS s'engageait, notamment, à construire ou à moderniser 24 unités industrielles en Chine, dans le secteur de l'énergie, principalement. Entre temps, volonté politique et convergence des intérêts aidant, les échanges commerciaux avaient dépassé de 10 fois le niveau jusqu'auquel ils avaient fléchi en 1981. Et l'intendance, vaille que vaille, avait suivi. En 1987, toutefois, elle ne le pourra pas. Les échanges régresseront, environ, de 20 %. A l'essor des relations venait s'opposer l'impossibilité, de part et d'autre, de respecter les contrats de livraison.

L'année 1987 marque ainsi la dernière en date des grandes perturbations des échanges entre les deux pays. Depuis lors, l'essor est reparti et la Chine figure aujourd'hui au troisième rang des partenaires de l'URSS en Asie, après l'Inde et le Japon, à l'importation et au deuxième rang, après le Japon, à l'exportation. Le commerce soviéto-chinois est devenu l'un des éléments les plus dynamiques du commerce soviétique. Sa croissance (+35 % à l'exportation et +20 % à l'importation, en moyenne annuelle) entre 1987 et 1989 excède de très loin celle du commerce extérieur de l'URSS (tableau 2). En 1990, malgré le repli très sensible des exportations soviétiques (-8,5 %) consécutif à l'accélération de la crise économique en Union soviétique, les livraisons de l'URSS à la Chine ont beaucoup moins régressé que celles dirigées, en particulier, vers l'Europe (CAEM compris) et les Etats-Unis. A l'importation, l'année 1990 marque une forte pénétration (+48,9 %) des articles chinois sur le marché soviétique.

Bien qu'il soit impossible de les comparer aux statistiques soviétiques — les distorsions induites par la différence des systèmes d'enregistrement des courants du commerce extérieur sont tellement importantes que chacun des deux pays affiche un solde positif dans ses échanges avec l'autre —, les statistiques douanières chinoises confirment cette progression. Pour la Chine aussi, les échanges avec l'URSS sont l'un des compartiments les plus dynamiques des échanges extérieurs. A l'exportation, sur la période 1987-1989 et en 1990, le taux de croissance de ces échanges dépassait celui du commerce de la Chine avec les grandes zones et les grands pays, à l'exception de celui avec Hong Kong (tableau 3). A l'importation, malgré la diminution des capacités

soviétiques de livraison, les niveaux antérieurs se maintenaient. L'URSS conservait ainsi le rang de 5<sup>e</sup> partenaire dans le commerce chinois conquis en 1986.

TABLEAU 2

Évolution du commerce extérieur soviétique

En % (rouble-devise courant)

	1989/1987 *		1990/1989 (9 mois)	
	Exportations	Importations	Exportations	Importations
<i>Monde</i>	+ 0,4	+ 9,0	- 8,5	+ 1,5
<i>Asie</i>	+ 7,2	+ 22,2	- 1,0	+ 12,0
Inde	+ 1,9	+ 28,5	+ 9,9	+ 38,2
Japon	+ 17,5	+ 14,6	+ 3,9	- 9,0
<i>Europe</i>	- 2,1	+ 5,9	- 9,9	+ 0,5
CAEM	- 7,7	+ 2,2	- 5,7	+ 1,9
Autres	+ 5,3	+ 15,7	- 18,1	- 2,4
<i>Amériques</i>	+ 5,9	+ 17,3	+ 3,1	- 7,7
Cuba	+ 0,1	+ 0,5	+ 10,6	- 5,0
États-Unis	+ 37,5	+ 76,5	- 6,2	- 14,9
<i>Chine</i>	+ 35,4	+ 20,1	- 5,6	+ 48,9

\* Moyenne annuelle.  
Sources : *Annuaire du commerce extérieur soviétique, 1988 et 1989 ; Supplément à Commerce extérieur soviétique, 1990/10.*

TABLEAU 3

Évolution du commerce extérieur chinois

En % (dollar courant)

	1989/1987 *		1990/1989	
	Exportations	Importations	Exportations	Importations
<i>Monde</i>	+ 10,0	+ 11,0	+ 18,2	- 9,8
<i>Asie</i>	+ 12,0	+ 12,5	+ 19,9	- 5,5
Hong Kong	+ 16,7	+ 14,1	+ 21,6	+ 13,7
Japon	+ 9,3	+ 1,5	+ 7,6	- 28,0
<i>Europe</i>	+ 6,4	+ 7,7	+ 6,2	+ 8,7
RFA	+ 9,5	+ 2,6	+ 15,4	- 20,6
<i>Amérique du Nord</i>	+ 11,7	+ 12,8	+ 16,8	- 9,8
États-Unis	+ 13,1	+ 17,6	+ 18,0	- 16,2
<i>URSS</i>	+ 14,0	+ 19,1	+ 21,1	- 0,3

\* Moyenne annuelle.  
Source : *China's Customs Statistics, 1991/1, 1990/1, 1989/1.*

---

Ce dynamisme récent n'implique pas pour autant un bouleversement important de la hiérarchie des partenaires du commerce soviétique. En 1990 encore, la Chine y figurait au 16<sup>e</sup> rang (totalisant 1,9 % à l'exportation et 1,5 % à l'importation), très loin derrière l'Europe (70,0 %, environ, à l'exportation comme à l'importation). Mais l'effondrement des échanges de l'URSS avec les pays de l'ex-Europe de l'Est (50 % encore, environ, du commerce soviétique dans les 9 premiers mois de 1990), conjugué au tarissement de ses excédents pétroliers (60 % environ des exportations annuelles vers l'Europe de l'Ouest) devrait mécaniquement faire remonter la part de la Chine dans les échanges de l'Union soviétique.

## Une structure d'exportation en modernisation

De 1982 à 1987, la structure des échanges sino-soviétiques est quasiment restée statique. L'URSS livrait principalement des laminés (21,0 % en 1983), du bois de sciage (15,3 % la même année) et quelques biens d'équipement (camions : 8,9 % et avions : 5,2 %, en 1983 également). En retour, la Chine exportait des produits alimentaires (viandes surtout : 27,6 % et des fruits et légumes frais : 7,7 %), de la soie brute (9,2 %) et des biens industriels de consommation (vêtements : 7,8 % et tissus : 4,4 %, principalement). 1987 va toutefois apparaître comme l'année où les premiers changements pourront être observés.

À l'importation (tableau 4), on n'observe pas de modification ayant grande signification. Les fèves de soja et le maïs (14,7 % et 12,4 %, respectivement, en 1987) apparaissent parmi les principaux postes d'importation. Mais, fondamentalement, rien n'est changé. Les produits alimentaires et les matières entrant, directement ou non, dans leur fabrication ne faisaient que renforcer leur rôle dominant (37 % du total en 1983, 53 % en 1987). Cette progression n'est qu'un reflet de certains effets de la perestroïka. C'est, en effet, cette même année que cette politique a été préférée à celle dite « d'accélération » pour approvisionner correctement — du moins l'espérait-on — la population. Depuis lors la Chine reste l'un des grands fournisseurs de l'URSS pour tout ce qui touche à l'alimentation. Fournisseur important, également, de tissus et de vêtements. Le textile et, plus généralement, les biens industriels de consommation sont, eux aussi, très recherchés par le consommateur soviétique.

Si dans les importations de l'URSS la relance de 1987 n'a pas apporté de grandes modifications, dans les exportations, par contre, elle a été le point de départ d'une réelle modernisation (tableau 5). Les produits primaires ou de première transformation (fonte, laminés, bois de sciage, pétrole et produits pétroliers) ont fortement régressé. C'est au bénéfice des machines, des équipements et des moyens de transport que ces produits ont reculé. Leur part a, en effet, progressé de 15 points entre 1987 et 1989, grâce, principalement, à l'accroissement des livraisons de matériels pour l'industrie de l'énergie et pour les transports ferroviaires. Cette évolution reflète celle des courants de coopération qui, depuis les accords de 1985, sont en pleine expansion.

TABLEAU 4

## Structure des importations soviétiques en provenance de Chine

	1983	1987	1989
Total	100,0	100,0	100,0
Machines, équipements et moyens de transport	-	4,1	6,4
Accumulateurs	-	3,7	2,3
Paliers à roulement	-	-	2,5
Coton brut	-	4,6	2,7
Soie brute	9,2	1,2	1,5
Maïs	-	12,4	8,7
Fèves de soja	2,2	14,7	8,5
Thé	1,4	3,8	3,9
Viandes	27,6	18,8	15,2
Fruits et légumes frais	7,7	3,6	2,2
Tissus de coton et assimilés	0,6	2,3	1,4
Tissus de soie naturelle et synthétique	3,8	1,9	2,5
Vêtements	7,8	6,7	8,2
Linge de table	1,0	4,7	6,1
Chaussures de sport	0,7	2,4	2,2
Divers	10,8	8,4	5,5
Non identifiées	27,3	10,5	24,9

Source : *Annuaire du commerce extérieur soviétique 1983, 1987 et 1989.*

TABLEAU 5

## Structure des exportations soviétiques vers la Chine

	1983	1987	1989
Total	100,0	100,0	100,0
Machines, équipements et moyens de transport	17,8	18,3	33,0
Équipement pour l'industrie de l'énergie	-	0,4	12,7
Camions, pièces et matériel de maintenance	8,9	1,4	1,1
Avions, pièces et matériel de maintenance	5,2	4,0	4,4
Véhicules légers, pièces et mat. de maint.	-	7,1	3,1
Matériel ferroviaire	-	-	9,1
Pétrole et produits pétroliers	-	5,7	2,6
Fonte	-	6,7	2,7
Laminés ferreux	21,0	19,2	13,9
Engrais azotés	-	13,2	14,3
Bois de sciage	15,3	11,0	6,1
Divers	14,9	11,1	3,5
Non identifiées	31,0	14,8	23,9

Source : *Annuaire du commerce extérieur soviétique 1983, 1987 et 1989.*

---

Depuis les accords du 10 juillet 1985, en effet, des contrats d'une valeur de 1,2 milliard de francs suisses — unité de compte retenue par l'URSS et la Chine pour régler leur commerce en clearing — auraient été signés. Ils seraient destinés à la modernisation de 50 des 157 projets montés dans les années cinquante avec l'assistance soviétique et dont les chantiers avaient été désertés en juillet 1960 lors de la rupture de la coopération économique. De nombreux secteurs sont concernés. La sidérurgie, notamment, qui a fait l'objet du premier nouveau prêt offert par l'Union soviétique (200 millions de francs suisses pour la modernisation de l'aciérie de Baotou). Mais une large priorité semble accordée aux transports et à l'énergie. Les transports, car ils constituent le principal goulet d'étranglement qui freine le développement des relations économiques sino-soviétiques. L'énergie, car le déficit chinois est important. En 1986, Pékin estimait à 14.000 MW les capacités manquantes de production d'électricité alors que la consommation ne cessait d'augmenter. D'où la signature de contrats conséquents (3,5 milliards de dollars pour 5 400 MW) avec le Japon et l'Occident. Et l'accent mis sur l'énergie dans la coopération avec les Soviétiques.

Dans les transports, le principal projet porte sur la construction d'une voie ferrée destinée à relier le réseau chinois, à partir de Urumqi dans le Xinjiang, au réseau soviétique. Du côté chinois, les travaux sont, paraît-il, achevés depuis septembre dernier. 457 kilomètres de rails (Urumqi-Usu, 236 km ; et Usu-Alataw Pass, à la frontière, 221 km) auraient été posés pour un coût de 215 millions de dollars dont 80 millions, environ, financés par un prêt soviétique sur 10 ans à moins de 4 % qui sera remboursé par des livraisons de produits de consommation. En 1992, lorsque seront terminés les travaux du côté soviétique (liaison du Turk-Sib, à Alma Ata, à la frontière, à Alataw Pass), la voie devrait permettre un frêt de 1,5 million de tonnes métriques par an. A l'horizon 2000, cette capacité pourrait être portée à 10 millions de tonnes dont une part importante en transit. Soviétiques comme Chinois font, en effet, remarquer que l'ouverture de la voie va faire gagner 2000 kilomètres de trajet entre le Pacifique et l'Atlantique.

La coopération dans l'énergie porte essentiellement sur le développement de mines de charbon et la construction de centrales électriques et, accessoirement, sur l'installation d'une ligne à haute tension (500 kv) de 700 kilomètres de long. Pour ce qui concerne le charbon, 5 mines sont en voie de modernisation avec pour objectif d'augmenter leur production de 35 à 45 millions de tonnes par an. La plus importante d'entre elles serait celle de Xingantai, présentée comme la plus importante des mines de Chine du Nord, pour laquelle est prévue la livraison de 2 ascenseurs et de matériels d'excavation. Les informations concernant la coopération dans la construction de centrales électriques sont légions, mais souvent contradictoires, ce qui rend difficile leur harmonisation. On peut, toutefois, retenir qu'un contrat a été signé en 1986 pour la construction de 10 unités de production, de 210 MW chacune, à installer dans 4 centrales. La valeur du contrat était estimée à 410 millions de livres sterling par la presse occidentale. Il s'agirait de la première étape d'un vaste plan visant à installer, d'ici 1993, une puissance de 6.800 MW à partir d'équipements soviétiques. D'autres projets sont signalés, comme la construction de 2.500 MW de centrales thermiques, d'une centrale hydroélectrique commune sur l'Amour (200-300 MW) et d'une centrale nucléaire, sans que l'on puisse déterminer s'ils entrent ou non dans le vaste plan ou s'ils viennent en complément.

## Un nouveau facteur d'expansion : le commerce frontalier

Essor des relations et modernisation n'impliquent pas automatiquement l'adhésion complète des agents. D'un côté comme de l'autre, mais surtout du côté chinois, on dénonce l'existence de problèmes techniques qui freinent l'évolution des relations économiques. Problèmes liés à l'insuffisance des réseaux transfrontaliers dont on a déjà parlé. Problèmes, aussi, de mode de règlement des échanges. En effet, avant que l'URSS ne se décide à répudier, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1991, ses comptes de compensation bilatérale, le discours portait sur les limitations qu'impliquaient l'ajustement sur les capacités d'exportation du partenaire le plus faible et la qualité des produits que chacun pouvait livrer sans perturber l'équilibre de ses comptes en monnaies étrangères. Aujourd'hui, à l'heure où cette hypothèque a pu être levée, c'est sur la pénurie commune de devises que le discours est concentré. Et l'on souligne aussi l'impact négatif des lenteurs du processus administratif, des inerties de la bureaucratie... A lire la presse spécialisée, chacun des partenaires se sentirait lésé. Or, comme on a pu le constater, les courants d'échange n'ont cessé d'augmenter. Les problèmes dont il est fait état, dans la plupart des cas, ont toujours existé, ce qui n'a pas empêché le commerce bilatéral de progresser. De surcroît, des efforts importants ont été déployés pour éliminer les principaux obstacles incriminés.

Dans le domaine des transports, notamment, les deux parties ne se sont pas contentées de créer une nouvelle voie ferrée. Depuis 1988, trois postes frontaliers ont été ouverts à la circulation routière. Les ports fluviaux de Kharbine (en ex-Mandchourie) et de Khabarovsk (en Extrême-Orient soviétique) assurent aussi, à présent, des liaisons régulières lorsque l'hiver ne gèle pas l'eau des rivières. Lorsque l'Amour et l'Oussouri sont pris, l'imagination remplace la navigation. Des norias de camions relient les villes des deux pays par des routes tracées sur la glace qui atteint deux mètres d'épaisseur en moyenne. Pour que le trafic ne soit plus interrompu en période de dégel, un pont est en projet qui enjambrerait l'Amour entre Heihe (Heilongjiang, ex-Mandchourie) et Blagoveshchensk en Sibérie. Outre son aspect pratique, ce projet a aussi une valeur symbolique : c'est un trait d'union qui va être construit alors qu'il y a peu encore l'excommunication l'emportait sur la normalisation. Des liaisons aériennes, Kharbine-Khabarovsk par exemple, ont également été créées, mais leur impact sur les échanges restera limité.

Des solutions de compromis ont, par ailleurs, été trouvées dans le mode de règlement des problèmes financiers. La compensation bilatérale gênait, elle est, à présent, remplacée par des règlements en devises convertibles. Mais des aménagements ont été inventés. L'apurement des comptes du passé devrait être effectué au 30 avril 1993, mais, selon les accords signés, il pourrait encore s'étaler sur plusieurs années. Les partenaires se disent, en effet, persuadés que si le clearing était néfaste au développement des affaires, son maintien partiel est encore nécessaire.

---

Nécessaire, notamment, pour protéger l'essor des échanges frontaliers. Car au-delà des blocages administratifs dénoncés par la presse spécialisée — absence d'instances consulaires aux frontières pour délivrer les visas, décentralisation anarchique du côté soviétique, corruption, manque de coordination... — c'est sur le commerce frontalier que l'un et l'autre côté semble surtout compter. Ce commerce, en effet, ne cesse d'augmenter. Parti de rien en 1983, il atteignait déjà 3,5 % des échanges bilatéraux en 1987. En 1989, sa part dans les échanges est passée à 22,2 %. Depuis lors, elle aurait encore progressé sans que l'on puisse pour l'instant la chiffrer.

La plupart des républiques ou régions soviétiques sont concernées par ce commerce frontalier. Toutefois, proximité aidant, ce sont principalement l'Asie centrale, la Sibérie occidentale et orientale et l'Extrême-Orient qui entretiennent des contacts permanents avec leurs voisins de Chine. Ils y exportent, directement à présent, du bois d'œuvre, des engrais, de l'acier, des motocyclettes, des automobiles et des machines à laver et en importent, essentiellement, des produits alimentaires, du linge et des vêtements.

Du côté chinois également, la proximité joue un rôle déterminant. Il n'est donc pas surprenant de retrouver, parmi les provinces et régions autonomes les plus impliquées, le Heilongjiang, le Nei Monggol et le Xingjiang. Le Heilongjiang assure, à lui seul, 60 % des échanges frontaliers. Les liens directs qu'il entretient s'étendraient à neuf des quinze républiques soviétiques ou, pour être plus précis, à une trentaine d'unités administratives distinctes — républiques autonomes, krai et oblasti —. Qui plus est, il y investit. En Extrême-Orient, notamment, il construit deux hôtels et deux routes et modernise deux gares ferroviaires à Grodekovo et Zabajkal'sk. Pour ce faire, il exporte sa main-d'œuvre pour pallier l'insuffisance numérique de la main-d'œuvre qualifiée soviétique. Au 10 décembre dernier, on dénombrait ainsi 10 000 travailleurs émigrés originaires de chez lui.

Les investissements croisés ont d'ailleurs fait l'objet d'accords spécifiques. Au début de septembre 1990, la Chine et l'URSS se sont engagées à les protéger. De même qu'elles procédaient à l'élimination des systèmes qui conduisaient à une double imposition. Ceci, bien sûr, pour faciliter la multiplication des contrats de coopération. Le commerce frontalier sera le premier à en bénéficier. Le rôle moteur qu'il a joué dans les échanges de ces trois dernières années devrait en être conforté.

Malgré les carences techniques que dénoncent les spécialistes des deux pays, le commerce sino-soviétique est, et devrait rester, un commerce dynamique. A fortiori puisque s'exprime une ferme volonté politique. Des problèmes conjoncturels pourront le perturber — notamment la difficile transition entre commerce en devises et commerce en compensation —. Il n'en devrait pas moins rester l'un des piliers de la croissance des échanges de chacun des deux pays. Mais, contrairement au passé, ce n'est plus sur les accords intergouvernementaux qu'URSS et Chine devront compter, mais sur le dynamisme des agents locaux qui ont fait preuve jusqu'à présent d'un esprit d'entreprise encourageant.

### Bibliographie

- Revue de presse : *Pacifique Info Quotidien*, Institut du Pacifique, Paris ; *Supar Report*, Université de Hawaï, Honolulu.
- R. Babbage (édit.) : « The Soviets in the Pacific in the 1990s », Brassey's Australia, 1989.
- V. Niquet-Cabestan : « Reprise de la coopération sino-soviétique : les échanges entre le Heilongjiang et l'Extrême-Orient soviétique », *Le Courrier des Pays de l'Est*, pp. 54-62, n° 336, janvier 1989.
- A. Tiraspolsky : « Le renouveau du commerce entre l'URSS, l'Europe de l'Est et la Chine », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 337, février 1989.

